

# Le logement social, entre pénurie et ségrégation

D'ici à 2030, le nombre de personnes habitant des bidonvilles aura doublé. Elles représentent déjà 43 % de la population urbaine dans les pays en développement et 6 % des pays riches. En France, jamais depuis 1954 la construction de logement social n'a été aussi faible.

Les crédits publics qui y sont consacrés baisseront de 8,7 % en 2004 (les dépenses militaires, elles, grimperont de 4 %). Et le gouvernement veut accélérer la vente d'une partie de l'habitat public, favorisant de futures pénuries.

Alerte ! le logement social en danger. C'est la banderole que déployaient, fin juin, en plein congrès du mouvement HLM et sous le nez du ministre Gilles de Robien, quatre associations de locataires - Confédération nationale du logement (CNL), Confédération syndicale des familles (CSF), Confédération générale du logement (CGL), Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV). Durant cette grand-messe, d'habitude plus consensuelle, le président de l'Union sociale pour l'habitat, M. Michel Delebarre, poussait à son tour un « cri d'alarme » : « Nous sommes dans une situation de crise quantitative majeure. Il faut construire, construire, construire. (...) Mais cela suppose une volonté et des moyens, et je ne les vois guère (1). » En mars dernier, déjà, la Fondation Abbé Pierre dénonçait l'« absence d'ambition » du gouvernement, la « faiblesse des moyens », le « défaut d'impulsion et de pilotage » dans ce domaine - et concluait à « la crise de société » (2).

Cause première de cette inquiétude : « Environ un million de ménages sont non logés ou mal logés », évalue M. Jean-Michel David, délégué général de la Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement (Fapil). Et de réclamer, avec le Groupe Alerte, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), Emmaüs, le Secours catholique, ATD-Quart Monde, etc., « un programme d'un million d'habitations en cinq ans ». Tandis que, pour « fluidifier le marché », les professionnels du secteur se contenteraient de la moitié... (suite e l'article en lien)

Source : Le Monde Diplomatique

*Par*

**Publié sur Cafeduweb - Archives le mercredi 11 février 2004**

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/4113-logement-social-entre-penurie-segregation.html>